

Investissement étranger—Loi

propriétés dans la province de Québec. Ne nous y trompons pas.

M. Breau: Le bill dit: «entreprise commerciale».

M. Horner (Crowfoot): Bien, monsieur l'Orateur, je dis toujours à mes fils que le ranch que j'essaie d'exploiter est une entreprise commerciale. Parfois je leur dis que c'est un gouffre car il engloutit tout l'argent que je gagne. De toute façon, il s'agit d'une entreprise commerciale et de nombreuses fermes sont également des entreprises commerciales. Si le bill exclut les terres agricoles, le ministre devra alors présenter un amendement à cette fin ou prononcer un discours pour dire que ce bill ne s'appliquera en aucune façon aux terres agricoles. Le ministre examine constamment ses documents sans dire oui ou non, car il ne veut pas en arriver là. Il aimerait que cette agence ait le pouvoir au cas où elle voudrait s'en servir.

Je n'approuve pas l'attitude de la province de la Saskatchewan relativement aux terres, monsieur l'Orateur. A mon avis, il s'agit d'une malédiction pour l'industrie agricole de cette province. Si le gouvernement devait être le seul acheteur et que toutes les terres devaient revenir à la province, les cultivateurs et les propriétaires de ranch deviendront comme les serfs de l'époque féodale—they serviront le gouvernement, les bâtiments tomberont en ruine et les terres ne produiront plus. Je n'y crois pas. Si c'est ce à quoi pense le ministre, j'estime que nous devrions le savoir avant que le projet de loi soit adopté. S'il en est ainsi, il a véritablement gobé la théorie socialiste du NPD. Je ne l'en croirais pas capable, mais cela n'a pas été démenti.

• (1640)

J'ai lu le discours du député de Yorkton-Melville (M. Nystrom). Il a dit que son parti n'était pas très enthousiaste au sujet de ce bill, car il manquait de fermeté. Il a continué en disant que l'agence d'examen devrait avoir plus de pouvoirs mais comme la mesure législative ne disait pas qu'elle devait en avoir plus, il la rejetait.

Une voix: C'est bien l'idée.

M. Horner (Crowfoot): Oui, c'est bien l'idée. Vous pouvez maintenant voir pourquoi tant de gens sont partis de la Saskatchewan pour aller en Alberta. Lorsque je retourne dans mon pays, je suis découragé. Je vois des possibilités; mais il faut des capitaux pour les exploiter. Vu l'attitude du gouvernement de la province, il sera difficile de les réunir.

Si cette agence est créée, aura-t-elle pour effet d'empêcher que ne se fassent des marchés comme la vente de la compagnie Home Oil à Ashland aux États-Unis d'Amérique? Ou bien, empêchera-t-elle, par exemple, la vente de Denison Mines au groupe de la compagnie de la Baie d'Hudson aux États-Unis? Doit-elle s'occuper de tous les marchés dépassant \$200,000?

Une voix: Bien sûr.

M. Horner (Crowfoot): Un député, à ma gauche, dit «Bien sûr.»

Une voix: Que dire de la Saskatchewan?

[M. Horner (Crowfoot).]

M. Horner (Crowfoot): Je me permettrai de dire aux députés que la Saskatchewan renferme une plus grande richesse minérale que l'Alberta. Nous n'avons pas autant de pétrole, mais nous avons certainement plus de minéraux. Vous ne trouverez pas de cuivre, de potasse ni d'uranium en Alberta. Ces métaux n'y sont pas, mais on les trouve en Saskatchewan. La province a de grandes possibilités de richesse. Pourtant, elle reste sur la liste des régions défavorisées de notre pays. Pourquoi? Parce que les gouvernements n'ont pas encouragé les Canadiens à placer un sou dans l'expansion de cette région. En fait, les Canadiens quittent la Saskatchewan et viennent en Alberta s'ils veulent placer de l'argent, parce qu'ils aiment l'atmosphère plus libre de cette province.

Pour les motifs que j'ai fait valoir, je demande à la Chambre d'accepter l'amendement portant mon nom, que j'ai présenté de bonne foi et qui demande de porter de \$250,000 à \$500,000 le montant prévu par le bill. Si l'inflation continue à son rythme actuel, \$500,000 ne vaudront certainement pas beaucoup dans quelques années.

Une voix: Ce sera juste assez pour acheter un jardin.

Une voix: Bientôt ce sera le prix d'une maison.

M. Horner (Crowfoot): Un député pense que bientôt ce montant permettra à peine d'acheter un jardin, un autre dit une maison. D'après les prédictions, une maison à Toronto coûtera \$250,000 vers l'an 2,000, si l'inflation continue à son rythme actuel. C'est pourquoi je pense que l'on devrait accepter mon amendement.

Le ministre devrait également étudier un certain nombre des propositions que renferment les cinq motions destinées à modifier le bill que la Chambre étudie actuellement. Ce projet de loi pourrait être appliqué avec succès dans tout le Canada s'il tenait compte des besoins régionaux. En plus de tenir compte de la somme qui pourrait être en cause dans le cas d'une transaction, le gouvernement devrait ajouter que le projet de loi ne s'appliquera pas dans le cas de la propriété agricole. J'imagine que le gouvernement dira que seules les entreprises seront touchées. Certains ministériels croient peut-être que la ferme familiale n'est pas une entreprise. Eh bien, s'ils ne la considèrent pas comme une entreprise, il n'y a pas beaucoup de cultivateurs qui survivraient sous l'administration actuelle des libéraux.

Un financier qui parlait à la télévision de Toronto a déclaré que les Canadiens avaient de l'argent à investir au Canada. Eh bien, les Torontois n'ont pas été trop généreux quand il s'est agi d'investir au nord de la route 401. Ils n'ont pas été trop généreux à l'égard du nord de l'Ontario, de la région située à l'ouest de la Tête des lacs, en Ontario, ou des régions situées hors de la province. Donc, ce financier torontois, qui a suggéré que les gens de Toronto et du Canada avaient beaucoup d'argent à investir dans ce pays pense peut-être de la même façon que le député de Yorkton-Melville. Ce député a prétendu que les Canadiens avaient beaucoup d'argent pour l'expansion du Canada. S'il en est ainsi, comment se fait-il que de telles sommes quittent le Canada? Trop d'argent canadien est investi à l'étranger. Je vois le député faire signe que oui. Je ne voudrais pas mal exposer sa position. Pourquoi tant d'argent quitte-t-il le Canada?

M. Nystrom: Il appartient à des étrangers.